



Mises en garde de l'Australie

Au cours des vingt dernières années, l'experte australienne en services de garde d'enfants, Lynne Wannan, a observé l'impact des services lucratifs d'éducation préscolaire sur une grande échelle dans son pays. Avec l'aide de l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance, elle a sillonné le Canada pendant trois semaines en octobre 2005 pour partager les leçons tirées des antipodes.

Le CCDS a parrainé son discours de clôture lors d'une séance d'information qui a eu lieu le 20 octobre au Cercle national des journalistes du Canada, à Ottawa. Au cours de cette séance, Mme Wannan a présenté des mises en garde tirées de l'expérience australienne, ainsi que ses impressions sur la situation des services de garde au Canada. Elle a également répondu à des questions sur l'échelle de rémunération des travailleuses des services de garde et sur les services de garde adaptés à la culture des jeunes Autochtones.

LYNNE WANNAN :

Je me suis principalement intéressée à la transformation des services de garde d'enfants en une industrie lucrative.

Avant 1991 en Australie, nous étions dotés d'une infrastructure principalement publique et sans but lucratif pour les services de garde d'enfants. Nous disposions également d'un plan national pour l'élaboration d'un système universel, abordable, accessible et de qualité. Nous avons décrit ce que nous voulions à peu près de la même façon que vous.

Le gouvernement fédéral accordait la priorité aux communautés les plus nécessiteuses. Les services de garde d'enfants recevaient des fonds d'investissement du gouvernement et les garderies étaient presque toujours construites sur des terres du gouvernement. Les services de garde d'enfants, dotés d'un comité de gestion formé de parents, étaient sans but lucratif et vraiment publics. J'avais le rôle de faciliter les propositions de services de garde d'enfants dans les communautés défavorisées et à faible revenu.

Puis, en 1991, le Parti travailliste, qui formait un «gouvernement progressiste», a élargi le financement au secteur à but lucratif. Il a invoqué pour ce faire les arguments que vous entendez aujourd'hui : les familles doivent avoir le choix; il est injuste que les familles qui ont accès aux services sans but lucratif obtiennent la subvention fédérale tandis que celles qui ont recours aux services de garde privés n'en bénéficient pas; le marché est mieux en mesure d'offrir des services de garde de meilleure qualité et à moindre prix, etc.

Cette séance tombait à point nommé. À peine un mois plus tard, une controverse naissait au Québec au sujet de la présence accrue de chaînes commerciales de services de garde d'enfants au sein de ce qui était considéré comme le modèle provincial de services de garde. Puis, les services de garde et, plus particulièrement, l'idée de financer les parents plutôt qu'un système, sont devenus un important enjeu électoral.



Voici un extrait de la séance d'information du CCDS. Un rapport plus complet de la séance est affiché sur le site Web du CCDS, à l'adresse www.ccsd.ca.

En fait, aucun de ces objectifs économiques des rationalistes n'a été atteint. Les résultats ont été à l'opposé des buts visés par le gouvernement.

Après 1991, une affectation de fonds sur quatre ans pour les services destinés aux enfants a disparu dès la première année. Le secteur communautaire avait averti le gouvernement que cela allait se produire si aucune forme de contrôle n'était exercée. Il est plutôt alléchant pour une entreprise d'obtenir environ 60% de revenu garanti du gouvernement.

Les services de garde à but lucratif ont été autorisés à s'implanter là où ils le désiraient. Des services ont été établis à des endroits où l'on savait que les services existants fonctionnaient bien, où il y avait un marché, où l'on pouvait faire de bonnes affaires. Un de nos états au climat doux a commencé à foisonner de services de garde parce que les retraités touchant une pension qui vivaient dans cette région ont investi dans les services de garde.

Le financement n'était plus destiné au service, mais aux parents – je sais qu'il s'agit également d'un enjeu ici au Canada. Bien sûr, cette mesure visait à laisser le choix aux parents, et leur choix était censé déterminer l'évolution des services. Cependant, les parents n'exercent pas vraiment de contrôle sur *l'endroit* où s'installe un service; ils peuvent seulement acheter un service si celui-ci existe. La notion voulant qu'ils influencent le marché est un peu absurde, à mon avis. À ce jour, la demande est toujours plus grande que l'offre.

Étant donné qu'un si grand nombre de services ont ouvert leurs portes dans des régions où il y avait déjà beaucoup d'autres services, les parents qui travaillent



n'ont plus eu la priorité. Je n'ai aucune objection à ce que des parents qui ne travaillent pas aient accès aux services de garde. Je crois que les services de garde devraient être universels et qu'ils sont très importants pour appuyer des possibilités de développement pour tous les enfants. Il faut néanmoins établir des priorités.

Des pratiques abusives d'établissement des prix : les petits fournisseurs ont été pris à la gorge

constitué autrefois un secteur très axé sur la coopération. Le secteur commercial était formé de petites entreprises et la garderie la plus grande ne servait probablement qu'une soixantaine d'enfants. Cette situation était peut-être un peu semblable à celle que vous connaissez au Canada aujourd'hui. Cette nouvelle concurrence ne ressemblait à rien de ce que nous avons connu auparavant. On a assisté à des pratiques abusives d'établissement des prix : les petits fournisseurs ont été pris à la gorge parce que certaines grandes entreprises qui arrivaient sur le marché pouvaient survivre quelques années sans faire d'argent. Elles pouvaient ainsi balayer la concurrence et obtenir le monopole.

Aujourd'hui, plus de 70% de notre secteur appartient à des intérêts commerciaux, alors que 85% appartenaient à des intérêts sans but lucratif en 1991. Par ailleurs, 25% de la prestation des services est assurée par une société d'actionnaires. C'est seulement en 2000 que nous avons commencé à voir sur le marché boursier des sociétés d'actionnaires pour des services de garde; l'histoire est donc relativement récente. Et il est plutôt étonnant qu'elles aient réussi à contrôler 25% du secteur en si peu de temps.

Une société publiquement inscrite en bourse doit avant tout réaliser des profits – c'est la loi. Elle doit réaliser des profits à distribuer aux actionnaires. Elle doit livrer concurrence et prendre de l'expansion pour accroître les profits des actionnaires.

Il n'est pas si facile de faire beaucoup d'argent avec une garderie. Pourtant, une garderie d'une centaine de places dans l'une de ces grandes sociétés fait environ 100 000 \$ par année, ce qui revient à environ 1 000 \$ par place, par année. Et pour accroître sa valeur, la société doit prendre le contrôle d'autres compagnies et procéder à des fusions. Elle doit fermer des services locaux pour se doter d'une garderie de plus grande taille capable d'offrir des services complets et d'être viable.

En Australie, nous n'avons plus de système de services de garde qui fait partie de notre communauté

Lorsque des services commerciaux ont commencé à ouvrir leurs portes, la concurrence est devenue féroce. Les services de garde avaient

locale, est intégré aux services existants et vise à soutenir les familles et à servir les enfants. C'est devenu une industrie à but lucratif.

Une autre façon de faire des profits consiste à réduire les coûts. Les grandes entreprises de services de garde d'enfants consacrent 50% de leur budget au personnel – et visent à réduire ce pourcentage – tandis que les petites garderies commerciales affectent environ 60% de leur budget au personnel, et les garderies sans but lucratif y consacrent de 80% à 85%. Les grandes entreprises prétendent être plus efficaces et réduire les coûts en centralisant l'administration. En fait, ce sont les garderies sans but lucratif qui consacrent la plus petite part de leur budget à l'administration – soit environ 15%.

On pourrait croire que toutes ces sociétés d'actionnaires nous permettent de disposer de services de garde très bon marché. Dans les faits, le coût des services de garde d'enfants dans ces entreprises est comparable à celui des services offerts par le secteur sans but lucratif, et il est même parfois plus élevé. Vous serez choqués d'entendre que, dans un quartier aisé du centre-ville, les clients des services de garde peuvent devoir payer 100 \$ par jour.

Cela revient donc à 500 \$ par semaine pour des services de garde d'enfants. Le tarif moyen demandé par la plupart de nos

services est de 220 \$ à l'échelle du pays. Cette moyenne résulte cependant de l'inclusion de certains services bon marché dans les calculs. De nos jours, on trouve difficilement en Australie des services de garde d'enfants à moins de 280 \$ ou 300 \$ par semaine. La privatisation n'a donc pas réduit les coûts des services de garde d'enfants.

J'ai été sidérée de constater à quel point les salaires pour les services de garde sont faibles au Canada. Les nôtres ne sont pas très élevés, mais je crois que les salaires pratiqués chez vous sont très inquiétants. La pauvreté doit être une préoccupation de taille pour le milieu des services de garde au Canada; je ne sais pas comment le personnel réussit à joindre les deux bouts. C'est une leçon à tirer pour l'Australie, parce que nous nous dirigeons vers un environnement semblable au vôtre en matière de relations industrielles, et ce que j'ai vu ici m'inquiète au plus haut point. 🌀

Lynne Wannan a été conseillère auprès des gouvernements australiens, tant à l'échelon d'état régional qu'à l'échelon national, et elle a travaillé avec tous les intervenants du secteur des services à l'enfance. Elle est membre du National Children's Services Reference Group, qui conseille le ministre de l'enfance d'Australie, et elle est présidente de la National Association of Community-Based Children's Services en Australie.

La privatisation n'a donc pas réduit les coûts des services de garde d'enfants.